

## Les enjeux de la présidence portugaise

### Entretien avec Maria João Rodrigues

Conseillère spéciale auprès du Premier Ministre portugais dans le cadre de la présidence portugaise de l'UE

PROPOS RECUEILLIS PAR GAËTANE RICARD-NIHOUL

**Maria João RODRIGUES** est membre du Comité Européen d'Orientation et du Conseil d'Administration de *Notre Europe*.

**Gaëtane RICARD-NIHOUL** est secrétaire générale de *Notre Europe*.

## Les enjeux de la présidence portugaise

### Entretien avec Maria João Rodrigues

---

#### **1. Quel bilan tirez-vous de la présidence allemande et comment concevez-vous le rôle de la présidence portugaise ?**

Je fais un bilan très positif de la présidence allemande puisqu'elle a pu faire un pas décisif pour résoudre l'imbroglio autour du nouveau Traité pour l'UE. Elle a aussi réussi à faire avancer des dossiers où il y avait un besoin d'initiatives politiques, comme le dossier énergétique. Nous avons aujourd'hui une situation qui peut aider l'Europe à prendre un tournant, à dépasser cette situation de blocage politique et psychologique où l'on se trouvait. Nous concevons le rôle de notre présidence comme faisant partie de ce même mouvement.

Afin de préparer la présidence portugaise, la première question que nous avons posé, était « qu'est-ce que nous voulons que l'Europe devienne ? », donc une question de moyen et long terme. Ensuite, nous avons demandé : « qu'est-ce qui peut être fait par une présidence de 6 mois pour aller dans

cette direction ? » C'est comme cela que nous sommes parvenus à définir nos priorités.

## **2. Quels seront les principaux chantiers de la présidence portugaise ?**

Nous avons trois chantiers principaux :

1. L'adoption du nouveau Traité
2. La préparation du nouveau cycle de l'agenda de Lisbonne
3. Le volet extérieur où l'on combine le suivi et les interventions sur des dossiers critiques comme le Moyen-Orient ou le Kosovo avec le développement des partenariats stratégiques avec les grands partenaires de l'UE tels que la Chine, l'Inde, la Russie et plus récemment le Brésil.

Nous souhaitons aussi donner une impulsion au rapport entre l'Europe et l'Afrique parce que nous considérons qu'il s'agit d'un rapport central du point de vue européen et que nous voulons dépasser une certaine paralysie que l'on a vécu au cours des dernières années.

## **3. Quels sont les dossiers où vous anticipez des difficultés de négociation ?**

En ce qui concerne le Traité, qui est notre priorité centrale, le changement décisif a été obtenu au cours du dernier Conseil européen. Le mandat définit un compromis déjà très précis et qui donc facilite la négociation d'un Traité complet, tel qu'il a été présenté au dernier Conseil Affaires Générales, à l'ouverture de la CIG. Mais nous sommes prudents. Nous aurons une discussion au niveau juridique et un premier point politique lors de la réunion du Gymnich de début septembre. C'est là que nous aurons un aperçu de la situation. On ne peut pas encore savoir. Les réactions des Etats membres étaient plutôt constructives au dernier Conseil Affaires Générales mais on

doit toujours être prudent. Maintenant les gouvernements vont examiner le texte en détails et nous aurons, vers la fin septembre, un aperçu plus clair quant au risque de trouver encore des problèmes dans ce parcours jusqu'à la réunion informelle d'octobre où nous aimerions que le Traité soit adopté politiquement.

En ce qui concerne le volet extérieur, nous avons des risques autour de certains dossiers notamment sur la situation au Kosovo mais aussi au Moyen Orient compte tenu de la tension existante en Palestine et en Irak. Le Moyen-Orient sera toujours une zone de préoccupation centrale pour la présidence portugaise

Pour les thèmes d'agenda interne, sur le volet énergie, les engagements pris lors de la présidence allemande sont des engagements ambitieux et le risque qui existe est qu'il n'y ait pas de volonté politique suffisante pour transformer ces engagements en objectifs et instruments plus précis au cours des prochains mois. Si l'on pense, par exemple, à la directive sur les énergies renouvelables, nous verrons si la volonté politique est claire à ce propos.

Sur le volet social de l'agenda de Lisbonne, nous devons conduire un débat complexe et sensible sur le thème de la « flexsécurité ». Le risque est d'avoir un débat avec des termes mal compris qui ne permettent pas d'aboutir à une bonne approche de la « flexsécurité ». A notre avis, il faut placer ce thème dans un cadre plus général qui vise à promouvoir la création de plus d'emplois et de meilleurs emplois en Europe. Les outils de la « flexsécurité » doivent être envisagés comme des outils pour soutenir les gens et leur permettre d'évoluer vers ces nouveaux emplois. Autrement, on aura une version défensive et conservatrice de la « flexsécurité » qui n'est pas notre version.

#### **4. Quelle place prendra la Conférence Intergouvernementale dans le programme de la présidence ?**

Centrale, c'est notre créneau central, parce que nous voulons vraiment tourner cette page et que nous considérons que ce nouveau Traité comporte une valeur ajoutée très importante. Un accord sur ce Traité sera certainement une avancée importante de la construction européenne. Même si l'on sait qu'une fois cette page tournée, nous voulons sûrement ouvrir un autre débat sur la manière de mettre en place ce mécanisme et d'approfondir la construction européenne pour aller plus loin. Parce qu'il faut toujours garder un horizon très ambitieux.

#### **Notamment sur le plan des politiques ?**

Notamment sur le plan des politiques car au cours de la Convention et de la CIG 2004, on n'a pas eu le temps de mettre suffisamment à jour les politiques, en tenant compte des défis auxquels l'Europe est confrontée. Un autre exemple pour aller plus loin : tirer parti des mécanismes de coopération renforcée. Ils seront dans le nouveau Traité, et donc une voie pour approfondir la construction européenne sur plusieurs volets, comme pour la zone euro et la coordination des politiques macroéconomiques, domaines où, à notre avis, il faut aller plus loin.

#### **5. Pensez-vous que la précision de l'accord du 23 juin rendra cette CIG aussi courte et fluide qu'elle est annoncée ?**

On travaille dans cette direction mais on ne sait jamais. Il peut y avoir des surprises sur le chemin.

#### **6. Dans quel contexte se déroule la préparation de la présidence dans votre pays ? Quelle description feriez-vous de l'état des forces politiques, de la société civile et de l'opinion publique face au projet européen ?**

L'opinion publique et les forces politiques portugaises sont pour le moment très prises par un agenda interne, pour deux raisons. D'une part, même si la croissance reprend et si l'assainissement financier est en cours, il y a toujours un problème dans ce domaine. D'autre part, nous sommes en train de vivre un processus assez élargi de réformes dans les domaines de la protection sociale, de l'éducation, de l'administration publique, qui modifient les équilibres traditionnels de la société portugaise.

A mon avis, c'est un exemple intéressant et positif de réformes conçues pour améliorer les conditions de vie de la population. Cela prouve que l'on peut avoir un agenda positif de réformes. Mais la réforme est toujours quelque chose de controversé.

C'est cela l'ambiance que l'on a maintenant au Portugal et qui reste le centre des attentions.

De toute façon, la population portugaise reste toujours pro-européenne, clairement en faveur de l'Europe et de la construction européenne. Donc, nous avons la perspective que nous allons faire une bonne présidence. Sur cela, il y a un consensus politique y compris entre les familles politiques au Parlement. Elles soutiennent le gouvernement dans l'exercice de la présidence. Il y a un esprit de collaboration au nom d'une cause majeure qui est de contribuer à l'entreprise européenne. Les clivages sont plus réduits sur ce sujet au Portugal.

Les priorités présentées par le gouvernement au parlement national ont recueilli un soutien très large, ce qui n'est pas le cas dans les affaires de politique interne. Ici au Portugal, on fait une grande différence entre la

politique interne où les divergences dominent et les affaires européennes et étrangères où il y a beaucoup plus de consensus.

## **7. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur ce même contexte en France ?**

Nous suivons le débat français de près. Nous prêtons toujours une attention très forte à ce qui se passe en France parce que la France est un pays central de la construction européenne et parce que la France est en train de vivre un changement politique important découlant de l'élection de M. Sarkozy.

Nous avons suivi et écouté d'une manière ouverte les propositions faites par M. Sarkozy sur plusieurs volets même si nous n'avons pas toujours transmis notre propre position. Sur certains thèmes il y a des convergences, sur d'autres thèmes, il y a des différences. Par exemple, sur la Turquie, le gouvernement portugais et la présidence portugaise considèrent que nous devons poursuivre nos engagements et la procédure de négociation telle que définie. Il y a là une différence.

Sur les propositions concernant la zone euro, nous avons écouté et l'Ecofin a débouché sur la position qui consiste à accepter cette solution d'une marge de manœuvre temporelle pour réduire le déficit pourvu que l'agenda interne de réformes se poursuive. Selon notre interprétation, il s'agit d'une position conforme au Pacte de stabilité.

Sur le thème de la politique industrielle, nous sommes pour une politique industrielle en Europe pourvu qu'elle ne mette pas en cause les fondements de la politique de concurrence. Aujourd'hui, il faut définir la frontière entre les deux.

De toute façon, ce que nous espérons c'est que le débat en France sur l'Europe puisse s'approfondir afin de trouver une synthèse des différents

courants de l'opinion publique et pour permettre à la France d'être un acteur de plus en plus actif sur la scène européenne. C'est une évolution que nous saluons, dont nous avons besoin.

Nous comptons aussi beaucoup sur la France pour préparer l'Europe au chapitre suivant : l'Europe doit devenir un protagoniste mondial capable de redessiner l'ordre international. C'est une priorité centrale aujourd'hui. Il faut aller beaucoup plus loin dans ce domaine, avoir beaucoup plus d'ambition et c'est une autre raison pour laquelle nous avons vraiment besoin d'une France plus active.

Je voudrais mentionner à cet égard la candidature de Dominique Strauss Khan pour la direction du Fond Monétaire International. Il s'agit d'une candidature de très bonne qualité, qui peut faire la différence. Nous sommes très engagés sur le succès de cette candidature.

## **8. Quelle évaluation faites-vous du fonctionnement de la Troika (trois présidences successives) et quel impact aura, selon vous, la présidence stable du Conseil européen ?**

La formule du trio a très bien fonctionné avec l'Allemagne, le Portugal et la Slovaquie. Nous avons une bonne articulation, une cohérence de positions fortes, et la coordination opérationnelle marche bien. Mais, je reconnais, voyant les choses avec une vision plus large, que l'Europe a besoin d'un leadership plus stable dans le temps notamment si elle veut influencer l'ordre mondial. Et donc, l'Europe doit se donner les moyens de ce leadership plus stable.

Il y aurait plusieurs formes possibles pour assurer un tel leadership. J'avoue que j'ai une certaine appréhension sur les possibilités de créer une action cohérente à partir de trois personnalités qui auront d'une manière ou d'une autre une influence sur la représentation externe de l'Union, à

savoir le président du Conseil européen, le président de la Commission et le Haut Représentant.

### **Cela dépendra des personnes ?**

Le choix des personnes peut aider à rendre cela plus ou moins cohérent, mais du point de vue structurel, il y a, de toute façon, une certaine tension implicite.

### **9. Si vous n'aviez pas d'agenda imposé, quel chantier serait, selon vous, prioritaire pour l'avenir de l'UE ?**

Il y a deux chantiers que nous avons choisis pour lesquels nous n'avons pas vraiment d'agenda imposé :

1. Le nouveau cycle de Lisbonne : c'est un dossier que l'on connaît bien. Il s'agit de mettre en phase cette stratégie avec l'ampleur des défis, en termes de globalisation, de changement climatique et de tendances démographiques, comprenant vieillissement et immigration. Il faut que l'Europe mesure la portée de ces défis et saisisse les opportunités qu'ils représentent pour mettre ses politiques à leur hauteur.

2. L'action extérieure de l'Union : nous allons tester une nouvelle approche pour le dialogue et la coopération stratégique avec les grands partenaires comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou la Russie, qui consiste, à partir des défis globaux, à rendre compte de la manière dont on leur fait face à partir de nos agendas internes et à lancer ensuite un débat approfondi sur la façon de renforcer notre coopération stratégique pour répondre à ces défis, comme pour le changement climatique. Nous considérons qu'il est plus facile de consolider des partenariats stratégiques si on part d'un terrain commun pour ensuite aborder les points de divergences. C'est de cette manière que nous préparons actuellement les Sommets. C'est un domaine

dans lequel nous souhaitons innover et nous espérons que notre effort sera poursuivi par la présidence française qui aura les mêmes Sommets, avec la Chine, la Russie etc.

## Mentions légales

Avec le soutien de la Commission européenne : soutien aux entités actives au niveau européen dans le domaine de la citoyenneté européenne active.



La Commission européenne et Notre Europe ne sont pas responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans le texte. La reproduction est autorisée moyennant mention de la source.